

AR Prefecture

063-256301375-20241218-DCS20241201-DE  
Reçu le 20/12/2024  
Publié le 20/12/2024

**Syndicat Mixte pour l'Aménagement  
et le Développement des Combrailles  
et SSIAD ESA PFAR des Combrailles**

Place Raymond Gauvin  
63390 St Gervais d'Auvergne

N° DCS20241201

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

L'an deux mil vingt-quatre, le 18 Décembre à 18h00, le Comité Syndical dûment convoqué s'est réuni à Sainte-Christine, sous la présidence de Monsieur Boris SOUCHAL.

**Date de convocation :** 02/12/2024

**Nombre de membres :** en exercice : 115

Présents :

Votants :

**Objet : ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION POUR LE RISQUE PREVOYANCE SOUSCRITE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU PUY-DE-DÔME ET FIXATION DU MONTANT DE PARTICIPATION.**

**Le Président du SMAD des Combrailles et de ses services annexes (SSIAD ESA PFAR) rappelle :**

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 et le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 ont redéfini la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents. Les contours de ce financement sont précisés sur un montant minimum de participation obligatoire de l'employeur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 de 7€ mensuels par agent et un socle ; par le biais d'une convention de participation ou la labellisation de contrats individuels.

Conformément à l'article L. 827-7 du code général de la fonction publique, les centres de gestion se sont vu confier la nouvelle mission de conclure pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics de leur ressort, une convention de participation au titre de la protection sociale complémentaire et notamment pour couvrir le risque « prévoyance » des agents.

C'est ainsi que le Centre de Gestion du Puy-de-Dôme a lancé une procédure de mise en concurrence et qu'à l'issue de celle-ci, il a été fait le choix de souscrire auprès du groupement Alternative Courtage/Territoria Mutuelle. Les collectivités et établissements publics peuvent désormais se rattacher à cette convention de participation sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation de leur Comité Social Territorial.

La convention de participation proposée par le Centre de Gestion offrant un cadre sécurisé, cela donne également l'opportunité de disposer d'une offre qualitative immédiatement disponible, sans avoir à mener une consultation.

Pour acter ce rattachement, une convention d'adhésion, jointe en annexe, reste à établir entre la collectivité et le Centre de Gestion.

**Il est proposé d'accorder, à compter du 01/01/2025 une participation financière, pour le risque « Prévoyance », aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité qui auront fait le choix de bénéficier des garanties proposées dans le cadre de la convention de participation, comme suit :**

**AR Prefecture**

063-256301375-20241218-DCS20241201-DE

Reçu le 20/12/2024

Publié le 20/12/2024

~~Le montant brut mensuel de cette participation sera de 12 € mensuels, par agent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;~~

L'adhésion des agents à la convention de participation, à l'exclusion de toute autre forme de couverture, conditionne le bénéfice du versement de la participation financière de l'employeur.

**Où cet exposé, après en avoir délibéré, le Comité syndical :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L 827-9 et suivants ;

Vu le Code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 08 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'avis consultatif favorable du Comité social territorial du Centre de Gestion du 17 septembre 2024,

Vu la délibération n° 2024-37 du 24 septembre 2024 du Conseil d'administration du Centre de Gestion approuvant le choix de la commission d'appel d'offres sur l'attributaire du contrat collectif,

Vu la convention de participation « Prévoyance » signée entre le Centre de Gestion et le groupement ALTERNATIVE COURTAGE/TERRITORIA MUTUELLE,

Vu l'avis consultatif favorable du Comité social territorial du 04/12/2024.

**DECIDE :**

- d'adhérer à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme et le groupement Alternative Courtage / Territoria Mutuelle ;

- d'approuver la convention d'adhésion à intervenir entre **la collectivité SMAD des Combrailles** et le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme,

- d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de **la collectivité SMAD des Combrailles et ses services (SSIAD ESA PFAR)** en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation pour le risque « Prévoyance »,

- **d'instituer une participation financière à hauteur de 12 € brut mensuel, par agent**, pour le risque « Prévoyance », **à compter du 01/01/2025.**

- de prévoir l'inscription aux budgets des exercices 2025 à 2030 du SMADC, du SSIAD, de l'ESA et de la PFAR, soit la durée de la convention de participation, les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Le Comité Syndical autorise :**

- Son Président à signer tout document utile rendu nécessaire, avec le groupement Alternative Courtage/Territoria Mutuelle.
- Son Président à signer la convention annexée à la présente délibération

Fait et délibéré les jours mois an que dessus, au registre sont les signatures.

Pour copie conforme

Certifiée exécutoire

Le Président,  
**Boris SOUCHAL.**



**AR Prefecture**

063-256301375-20241218-DCS20241201-DE  
Reçu le 20/12/2024  
Publié le 20/12/2024

**Convention d'adhésion des collectivités territoriales et établissements publics à la convention de participation du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme à la garantie « Prévoyance »**

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Vu les articles L827-7 et L827-8 du Code général de la Fonction Publique,

Vu les ordonnances du 17 février 2021 relatives à la protection sociale complémentaire dans la Fonction Publique,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif à la participation obligatoire des collectivités territoriales et leurs établissements publics sur les garanties de protection sociale complémentaire,

Vu la délibération du 24 septembre 2024 du Conseil d'administration du centre de gestion approuvant le choix de la commission d'appel d'offres sur l'attributaire du contrat collectif,

Vu la délibération du 15 octobre 2024 du Conseil d'administration du centre de gestion proposant cette adhésion aux collectivités obligatoirement affiliées,

Vu la convention de participation « Prévoyance » signée entre le Centre de Gestion et le groupement ALTERNATIVE COURTAGE/TERRITORIA MUTUELLE,

Vu l'avis consultatif favorable du Comité social territorial du 04/12/2024,

**ENTRE**

**Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme**, situé 7 rue Condorcet – CS 70007 – 63063 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1, représenté par son Président, Tony BERNARD, agissant conformément à la délibération du Conseil d'administration du Centre de Gestion en date du n° 2024- du 15 octobre 2024

désigné, ci-après, Le Centre de Gestion,

**d'une part,**

**ET**

**Le SMAD DES COMBRAILLES et ses services (SSIAD ESA PFAR)**, représenté par son Président, Monsieur Boris SOUCHAL, dûment habilité par délibération du comité syndical en date du 18/09/2020, ci-après, la collectivité.

**d'autre part,**

## AR Prefecture

063-256301375-20241218-DCS20241201-DE  
Reçu le 20/12/2024  
Publié le 20/12/2024

Il a été, d'un commun accord, convenu et arrêté ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de déterminer, en collaboration avec la collectivité, les modalités de rattachement de la collectivité locale à la convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire souscrite par le Centre de Gestion.

L'adhésion des agents à la convention de participation, à l'exclusion de toute autre forme de couverture, conditionne le bénéfice du versement de la participation financière de l'employeur.

### **ARTICLE 2 : DUREE ET PRISE D'EFFET DE LA CONVENTION**

La présente convention d'adhésion entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ou à compter de la date d'adhésion de la collectivité si cette dernière est postérieure à la date précitée.

Elle prend fin à l'issue de la convention de participation du Centre de Gestion, soit au 31 décembre 2030, étant précisé que cette durée pourra être prorogée pour des motifs d'intérêt général pour une durée ne pouvant excéder un an.

Il est porté à connaissance de la collectivité que le contrat collectif d'assurance prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2025 et est conclu pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction à la date d'échéance dans une limite de six ans (soit jusqu'au 31 décembre 2030), prorogeable une année.

### **ARTICLE 3 : NATURE DES GARANTIES**

Les garanties sont détaillées dans la notice d'information, remise à la collectivité dès adhésion par l'assureur. La collectivité s'engage à la remettre à leurs agents adhérents contre émargement.

### **ARTICLE 4 : ADHESION DES AGENTS TERRITORIAUX**

L'adhésion au contrat collectif de garantie prévoyance est ouverte aux fonctionnaires et agents contractuels de droit public et de droit privé.

L'organisme d'assurance garantit le paiement des prestations pour chaque agent adhérent selon les conditions définies au sein de la convention de participation, du contrat collectif d'assurance et de ses annexes.

L'employeur communique aux agents toutes les informations nécessaires permettant leur adhésion et la prise d'effet des garanties dans le délai convenu.

### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE**

La collectivité doit fournir les informations nécessaires à la constitution du dossier d'adhésion de la collectivité territoriale ou de l'établissement public. Il remet la notice d'information établie par l'assureur, et validée par le Centre de Gestion, aux agents adhérents.

La cotisation est précomptée sur les traitements de l'agent assuré. En aucun cas, l'agent ne verse une cotisation à l'assureur. La cotisation due à l'assureur est réglée mensuellement par la collectivité adhérente par le biais d'un mandat administratif.

## AR Prefecture

063-256301375-20241218-DCS20241201-DE  
Reçu le 20/12/2024  
Publié le 20/12/2024

Les appels de cotisation doivent distinguer le montant total de la cotisation du montant de la participation financière de l'employeur.

La participation financière de la collectivité prend la forme soit d'un montant unitaire par agent, soit d'un montant modulé dans un but d'intérêt social, et vient en déduction de la cotisation due par les agent-e-s. La participation de la collectivité doit obligatoirement être comprise entre le montant mensuel minimum de 7€ par agent et le montant maximum mensuel de sa cotisation.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU CENTRE DE GESTION**

Le Centre de Gestion est tenu d'assurer l'information sur la convention de participation et le contrat collectif associé.

Il participe au comité de suivi de la convention de participation et du contrat collectif qui se réunit au moins une fois par an, et au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Il prend connaissance du rapport annuel produit par le groupement titulaire Alternative Courtage/ Territoria Mutuelle et vérifie le respect par l'assureur de certains critères réglementaires, avec le concours de l'actuaire mandaté en son nom.

Pour la 3<sup>ème</sup> année, il dialogue et négocie avec Alternative Courtage/Territoria Mutuelle la proposition de majoration des taux pouvant être formulée.

Dans l'hypothèse d'une réforme légale et réglementaire en cours d'exécution de la convention de participation et du contrat collectif associé, le Centre de Gestion convient avec Akternative Courtage / Territoria Mutuelle d'un calendrier de négociation et d'échanges afin de permettre l'analyse de ces conséquences et des modalités de mise en conformité par le Centre de Gestion. Le Centre de Gestion informe l'employeur de toute modification en découlant et l'accompagne dans les démarches à accomplir.

Le Centre de Gestion étudie les éventuelles propositions de modification des cotisations pouvant lui être soumises annuellement par Territoria Mutuelle, 180 jours au plus tard à compter de la date d'échéance, en cas d'aggravation de la sinistralité comme spécifié dans le contrat. En cas de rejet des modifications tarifaires proposées par l'assureur, le Centre de Gestion peut résilier le contrat collectif sous réserve du respect d'un préavis de deux mois avant l'échéance de ce contrat.

En aucun cas le Centre de Gestion ne peut être tenu pour responsable à l'égard de la collectivité et de ses agents en cas de non-attribution d'une prestation ou de défaut de prestation.

Il appartient à la collectivité adhérant à la convention de participation de protection sociale complémentaire du Centre de Gestion d'informer ses agents que seul l'assureur est responsable de la bonne exécution de la prestation proposée.

**AR Prefecture**

063-256301375-20241218-DCS20241201-DE  
Reçu le 20/12/2024  
Publié le 20/12/2024

**ARTICLE 7 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

L'adhésion au contrat collectif est gratuite pour les collectivités qui souscriront, y compris pour les collectivités non affiliées, puisqu'il s'agit d'une mission obligatoire.

Le seul coût pour la collectivité sera la participation effective versée à chaque agent.e.

**ARTICLE 8 : MODIFICATIONS**

Toute modification de la présente convention, fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 9 : RESILIATION**

En cas de résiliation du contrat collectif d'assurance par le Centre de Gestion ou l'opérateur, selon les motifs et les procédures stipulées au sein de ce document, l'employeur en sera informé par le Centre de Gestion dans un délai d'un mois à compter de la décision et la présente convention d'adhésion deviendra caduque.

La collectivité peut retirer son adhésion au contrat collectif d'assurance à chaque terme annuel de celui-ci, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois avant la date d'échéance. Il notifie sa volonté de retrait à l'opérateur ainsi qu'au Centre de Gestion par lettres recommandées avec accusés de réception. La notification de cette dénonciation de l'adhésion au contrat collectif d'assurance, entraînera automatiquement la caducité de la présente convention. Les effets du retrait de l'adhésion de l'employeur sont réglés au sein du contrat collectif d'assurance.

**ARTICLE 10 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Le Centre de Gestion, l'organisme d'assurance ainsi que la collectivité qui sont parties prenantes à la présente convention sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable à la gestion et à la protection des données à caractère personnel, et, en particulier :

- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (dit « RGPD »),
- la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite loi « Informatique et libertés »).

Les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles recueillies dans le cadre de l'exécution de la présente convention est effectué conformément à la réglementation en vigueur sont mises en œuvre par les parties, chacune indépendamment pour les obligations qui lui incombent. Ces mesures sont réexaminées et actualisées si nécessaire.

**AR Prefecture**

063-256301375-20241218-DCS20241201-DE  
Reçu le 20/12/2024  
Publié le 20/12/2024

**Gestion et protection des données personnelles par l'organisme d'assurance**

Les modalités de gestion et de protection des données personnelles par les organismes d'assurances Alternative Courtage et Territoria Mutuelle, qui leur sont propres, sont précisées dans les documents contractuels.

**Gestion et protection des données personnelles par le Centre de Gestion**

Les données personnelles recueillies par le Centre de Gestion font l'objet d'un traitement informatisé destiné à assurer l'exercice des missions visées dans la présente convention.

Les données personnelles recueillies par le Centre de Gestion dans le cadre du traitement informatisé susvisé sont exclusivement destinées à ses services qui participent à l'exercice des missions visées dans la présente convention.

Le Centre de Gestion s'engage à informer toute personne concernée du recueil et du traitement de ses données personnelles, si besoin par l'intermédiaire des collectivités parties prenantes à la présente convention. Il s'engage à ne recueillir que les données personnelles strictement nécessaires à l'exercice des missions visées dans la présente convention et à en respecter le caractère de confidentialité.

Le Centre de Gestion s'engage à stocker les données personnelles collectées de façon à en assurer la sécurité. Il s'engage à ne pas les conserver au-delà d'une durée définie en fonction des objectifs poursuivis par le traitement de données au regard des missions visées dans la présente convention.

Le Centre de Gestion s'engage à permettre aux personnes concernées par le recueil et le traitement de leurs données personnelles d'exercer leurs droits vis-à-vis de ces données (droits d'accès, de rectification, de suppression...).

L'ensemble des informations relatives à la gestion des données personnelles par le Centre de Gestion dans le cadre de l'exécution de la présente convention sont précisées dans son registre des traitements, librement accessible et communicable à toute personne qui en fait la demande. Ces informations portent notamment sur les finalités du traitement, la nature des données recueillies, les services destinataires de ces données et sur leur durée de conservation.

**ARTICLE 11 : DIFFICULTÉS D'APPLICATION ET LITIGES**

Toute difficulté d'application de la présente convention fera l'objet d'une rencontre entre le Centre de Gestion et la collectivité locale afin d'essayer de trouver un accord.

A défaut d'accord, les deux parties pourront s'adresser au Tribunal administratif de Clermont-Ferrand, pour le règlement de tout litige éventuel.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

**AR Prefecture**

063-256301375-20241218-DCS20241201-DE  
Reçu le 20/12/2024  
Publié le 20/12/2024

A Clermont-Ferrand, le 18/12/2024.

**Le Président du Centre de Gestion  
de la Fonction Publique Territoriale  
du Puy-de-Dôme,**

**Le Président  
du SMADC,**

**Tony BERNARD  
Maire de Châteldon**

**Boris SOUCHAL**



**ASSEMBLEE GENERALE DU 18 DECEMBRE 2024  
A STE-CHRISTINE  
Liste des Présents**

AR Prefecture

063-256301375-20241218-DCS20241201-DE  
Reçu le 20/12/2024  
Publié le 20/12/2024

<b>COMMUNES</b>	<b>DELEGUES PRESENTS</b>
Ayat-sur-Sioule	Michel CHASSAGNOL
Beauregard-Vendon	Denis GEORGES
Blot-l'Eglise	Denis BARDEL
Buxières-sous-Montaigut	Philippe WROBEL
Champs	Guillaume CRISPYN
Chapdes-Beaufort	Luc CAILLOUX
Charbonnières-les-Vieilles	Géraldine JAFFEUX
Châteauneuf-les-Bains	Amélie PEREZ
Condat-en-Combraille	Pascal MOUTON
Durmignat	Nathalie NIAUX
Espinasse	Patricia ROSSIGNOL
Fernoël	Pascal GAULON
Gimeaux	Françoise CHAPUT
Gouttières	Sébastien RICHARDOT
Herment	Boris SOUCHAL
La Cellette	Sophie COMBEMOREL
La Goutelle	Ida GIRAUD
Landogne	Claude COLLANGE
Lapeyrouse	Sabine MICHEL
Lastic	Francis BOUYOUX
Le Quartier	Annelyse DURON
Les Ancizes Comps	Didier MANUBY
Lisseuil	André BROMONT
Marcillat	Bernard LESCURE
Moureuille	Hélène VERNADAT
Neuf-Eglise	Karine BOURNAT-GONZALEZ
Pontgibaud	Anne-Michèle DONNET
Pouzol	Catherine BISCARAT
Prompsat	Hubert CHAPUT
Prondines	André MONNERON
Puy-Saint-Gulmier	Cédric ROUGHEOL
Roche d'Agoux	Laurence ORIOL
Saint-Avit	Nelly CHEFDEVILLE
Sainte-Christine	Gérard COMBEAUD
Saint-Gal sur Sioule	Charles SCHIETTEKATTE
Saint Gervais d'Auvergne	Jean-Claude GAILLARD
Saint-Hilaire-de-Pionsat	Denis ASTRUC
Saint-Hilaire-la-Croix	Sylvain LELIEVRE
Saint-Hilaire les Monges	Patrick ROCHETTE
Saint-Myon	Jean-Pierre MUSELIER
Saint-Rémy-de-Blot	Michel AUBIGNAT
Saint-Sulpice	Christian ERAGNE
Sauret-Besserve	Jacques LAGUET
Savennes	Audrey MANUBY
Servant	Gilles CHAMPOMIER
Teilhet	Bernard DUVERGER
Tortebesse	Gilles BOULAY
Vergheas	Gilles BERNARD
Verneugheol	Jean-Louis RICHIN
Villossanges	Jean-Yves NEDELLEC
Voingt	Josias GARCIA
Youx	Olivier GLOWACKI
<b>COMMUNAUTES DE COMMUNES</b>	<b>DELEGUES PRESENTS</b>
Chavanon Combrailles et Volcans	Janette VIALETTE-GIRAUD Frédéric SABY
Combrailles Sioule et Morge	Julien PERRIN

Pays de Saint-Eloy	Laurent DUMAS Jean-Claude CAZEAU Marc GIDEL
--------------------	---

<b>AR Prefecture</b>							
<b>CONSEILLERS DEPARTEMENTAUX PRESENTS</b>							
063-256301375-20 Reçu le 20/12/2024 Publié le 20/12/2024	<table border="1"> <tr> <td>Canton de Saint-Eloy les Mines</td> <td>Jocelyne LELONG</td> </tr> <tr> <td>Canton de Saint-Ours</td> <td>Audrey MANUBY</td> </tr> <tr> <td>Canton de Saint-Ours</td> <td>Cédric ROUGHEOL</td> </tr> </table>	Canton de Saint-Eloy les Mines	Jocelyne LELONG	Canton de Saint-Ours	Audrey MANUBY	Canton de Saint-Ours	Cédric ROUGHEOL
Canton de Saint-Eloy les Mines	Jocelyne LELONG						
Canton de Saint-Ours	Audrey MANUBY						
Canton de Saint-Ours	Cédric ROUGHEOL						

**Communes non représentées ou absence des délégués titulaire et suppléant :**

Ars-les-Favets (excusé)	Biollet (excusés)
Bourg-Lastic (excusés)	Briffons (excusés- <b>POUVOIR</b> )
Bromont-Lamothe (excusés)	Bussièrès-près-Pionsat (excusée)
Charensat (excusées)	Château-sur-Cher (excusé)
Cisternes-la-Forêt (excusé)	Combrailles (excusé)
Combronde (excusés)	Davayat (excusé)
Giât (excusé)	Jozerand (excusé)
La Cellie d'Auvergne (excusé)	La Crouzille
Loubeyrat (excusés)	Manzat
Menat (excusées - <b>POUVOIR</b> )	Messeix
Miremont (excusé)	Montaigut-en-Combraille (excusé)
Montcel (excusée)	Montel-de-Gelat (excusé)
Montfermy	Pionsat (excusé)
Pontaurmur (excusé - <b>POUVOIR</b> )	Queuille (excusé)
Saint-Angel	Saint-Eloy les Mines (excusés)
Saint-Etienne-des-Champs (excusée)	Saint-Georges-de-Mons (excusée)
Saint-Germain-près-Herment	Saint-Jacques-d'Ambur (excusée)
Saint-Julien-la-Geneste (excusé)	Saint-Maigner (excusée)
Saint-Maurice-près-Pionsat (excusé)	Saint-Pardoux (excusé)
Saint-Pierre-le-Chastel (excusé)	Saint-Priest-des-Champs
Saint-Quintin-sur-Sioule (excusé)	Sauvagnat (excusé)
Teilhède (excusé)	Tralaigues (excusée)
Virlet (excusée)	Vitrac (excusé)
Yssac-la-Tourette (excusés - <b>POUVOIR</b> )	

**Communautés de communes :**

Madame Yannick BONY, excusée - **POUVOIR**  
Monsieur Sébastien GUILLOT, excusé-**POUVOIR**  
Monsieur Gérard VENEULT, excusé

**Conseillers Départementaux excusés ou absents :**

Monsieur Bertrand BARRAUD, Représentant du Président Conseil Départemental du Puy-de-Dôme (excusé)  
Monsieur Jérôme GAUMET, Conseiller Départemental du Canton de Saint-Eloy les Mines (excusé)  
Madame Clémentine RAINEAU, Conseillère Départementale du Canton de Saint-Georges-de-Mons (excusée)  
Monsieur Grégory MOREL, Conseiller Départemental du Canton de Saint-Georges-de-Mons (excusé - **POUVOIR**)